

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/20010]

23 DECEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement du wallon instaurant un programme d'aide en faveur de la participation des agriculteurs à des systèmes de qualité

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture ;

Vu le règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, articles D.4, D.11, D.13, D.14, D.17, § 1^{er}, alinéa 2, §§ 2 et 3, alinéa 2, D.24, § 2, D.37, § 1^{er}, 1° et 8°, D.134, D.164, D.173, alinéa 2, et D.183, § 2, 1°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2015 instaurant un programme d'aide encourageant la participation des agriculteurs aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 avril 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 juillet 2021 ;

Vu l'avis n°175/2021 de l'Autorité de Protection des données, rendu le 4 octobre 2021 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale en date du 16 septembre 2021 ;

Vu le rapport du 11 juin 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis 70.481/4 du Conseil d'Etat, donné le 8 décembre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions et champ d'application*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° les aides de minimis : aides qui satisfont aux conditions énoncées dans le règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture, ou dans le règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture ;

2° le Code : le Code wallon de l'Agriculture ;

3° l'organisme responsable des mesures de contrôle : le promoteur ou l'organisme de gestion, de défense ou de protection d'un cahier des charges ;

4° le Service : la Direction de la Qualité et du Bien-être animal, du Département du Développement, de la Ruralité, des Cours d'Eau et du Bien-être animal, de l'Administration.

Art. 2. Le programme d'aide s'applique à des systèmes de qualité qui répondent aux conditions prévues à l'article 3 et comprend :

1° une aide de minimis accordée aux agriculteurs qui respectent un cahier des charges pour la participation à un système de qualité ;

2° une aide de minimis visant à couvrir les coûts des mesures de contrôle rendues obligatoires par l'application d'un cahier des charges pour la participation à un système de qualité.

L'aide visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, est accordée aux agriculteurs sous la forme d'une incitation financière annuelle dont l'importance est fixée en fonction des charges fixes résultant de la participation à des systèmes de qualité. L'on entend par « charges fixes » : les coûts supportés pour participer à un système de qualité et la cotisation annuelle pour la participation à un tel système de qualité, y compris, le cas échéant, les frais liés aux contrôles visant à vérifier le respect du cahier des charges du système de qualité.

L'aide visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, est versée à l'organisme responsable des mesures de contrôle sur la base de la participation des agriculteurs au cahier des charges qu'il gère.

Le programme d'aide s'applique par année civile. Le Ministre détermine chaque année les cahiers des charges qui participent au programme d'aide. Pour chaque cahier des charges, il définit la forme de l'aide au regard de l'alinéa 1^{er}.

Art. 3. Le programme d'aide visé à l'article 2 est accessible aux cahiers des charges reconnus pour la participation aux systèmes de qualité ci-après :

1° les systèmes de qualité européens visés par le titre 7, chapitre I^{er}, du Code ;

2° le système régional de qualité différenciée visé par le titre 7, chapitre II, du Code ;

3° les systèmes de qualité, y compris les systèmes de certification des exploitations agricoles, applicables aux produits agricoles, qui respectent les critères définis dans le règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, article 20, paragraphe 2, b) ;

4° la méthode de production intégrée pour fruits à pépins décrite à l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2004 relatif à l'agrément de la méthode de production intégrée pour fruits à pépins, des organismes de contrôles ainsi que des producteurs qui pratiquent cette méthode.

Art. 4. Un agriculteur peut bénéficier du programme d'aide visé à l'article 2, s'il répond aux conditions suivantes :

1° il est identifié dans le SIGeC conformément à l'article D.22 du Code ;

2° il dispose d'un siège d'exploitation situé sur le territoire wallon ;

3° il respecte un cahier des charges reconnu pour la participation à un système de qualité ;

4° il se soumet aux contrôles d'un organisme certificateur agréé pour le contrôle d'un cahier des charges pour la participation à un système de qualité, ainsi qu'aux contrôles du Service ;

5° il n'est pas bénéficiaire d'une aide à l'agriculture biologique établie en vertu de l'article 29 du règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil ;

6° il respecte les règles de la conditionnalité établies en vertu de l'article 93 du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil.

CHAPITRE II. — *Nature, durée et montant de l'aide*

Art. 5. Seules les unités de production situées en Wallonie ouvrent un droit au programme d'aide visé à l'article 2.

Art. 6. § 1^{er}. L'aide visée à l'article 2, 1^{er} alinéa, 1°, porte sur :

1° les frais d'inscription à un cahier des charges ;

2° les frais d'audit initial par un organisme certificateur agréé ;

3° les frais de certification par un organisme certificateur agréé, en ce compris les frais d'inspection, de contrôle et d'analyse ;

4° la cotisation annuelle due pour participer au cahier des charges.

§ 2. L'aide visée à l'article 2, 1^{er} alinéa, 2°, porte sur :

1° les frais d'audit initial par un organisme certificateur agréé ;

2° les frais de certification par un organisme certificateur agréé, en ce compris les frais d'inspection, de contrôle et d'analyse.

§ 3. Les frais de certification imputables à un agriculteur sont les frais :

1° facturés directement à cet agriculteur, qu'il fasse partie ou non d'une filière ;

2° déduits de la valeur de vente de sa production brute, lorsque, au sein d'une filière, l'agriculteur a conclu un accord avec l'organisme responsable des mesures de contrôle qui lui achète sa production brute et qui verse en son nom les frais de certification qui lui sont imputables.

Art. 7. § 1^{er}. Pour chaque cahier des charges visé à l'article 3, le Ministre arrête annuellement un montant de référence qui représente le montant annuel maximum de l'aide octroyée à chaque bénéficiaire engagé dans ledit cahier des charges dans le cadre du programme d'aide visé à l'article 2.

Le montant annuel de référence peut être accordé sous forme des deux aides visées à l'article 2 en prenant toutes les mesures pour éviter un double paiement des frais visés à l'article 6, § 2.

Le montant annuel de référence est déterminé en fonction des frais visés à l'article 6. Pendant les cinq premières années de soutien à un nouveau cahier des charges, la détermination de ce montant peut en outre tenir compte des frais d'accréditation de l'organisme certificateur agréé, sans préjudice de l'article 8.

§ 2. Le montant de l'aide n'est pas déterminé en fonction du prix ou de la quantité des produits mis sur le marché. L'aide ne porte pas sur des activités liées à l'exportation. L'aide n'est pas subordonnée à l'utilisation de produits nationaux par préférence aux produits importés.

§ 3. En vue de déterminer la forme de l'aide et le montant annuel de référence pour une année donnée, l'organisme responsable des mesures de contrôle et les organismes certificateurs agréés pour le cahier des charges concerné communiquent préalablement au Service le tarif hors T.V.A. des frais visés à l'article 6 et appliqués au cours de cette année.

Le montant annuel de référence pour une année donnée n'est pas supérieur au montant annuel de référence de l'année précédente indexé sur la base de l'indice des prix à la consommation, sauf si le dépassement est dû à des frais de certification supplémentaires imposés par des circonstances exceptionnelles ou par une révision du cahier des charges. L'indexation est calculée sur la base des indices des prix à la consommation des mois de juillet de deux années successives.

Art. 8. Le montant maximum des aides octroyées dans le cadre du programme d'aide visé à l'article 2 est de 3.000 euros par an et par agriculteur pour l'ensemble des cahiers des charges éligibles auxquels il participe.

CHAPITRE III. — *Modalités d'introduction des demandes et de liquidation de l'aide*

Art. 9. A la date limite d'introduction de la demande unique de l'année civile au cours de laquelle il participe au programme d'aide, l'agriculteur introduit une demande d'aide auprès du Service.

La demande d'aide est soumise au moyen du formulaire de demande unique.

L'agriculteur qui n'a pas accès au formulaire de demande unique soumet la demande d'aide au moyen du formulaire établi par le Service, par tout moyen permettant de conférer date certaine à la demande au sens de l'article D.15 du Code.

Le formulaire de demande d'aide prévoit que l'aide peut être versée à l'organisme responsable des mesures de contrôle.

Art. 10. A la demande du Service, l'agriculteur ou l'organisme responsable des mesures de contrôle transmet :

- 1° une déclaration de créance qui porte sur les frais visés à l'article 6 encourus au cours de l'année de production visée ;
- 2° les pièces justificatives requises, telles que les factures et les preuves de paiement correspondantes ;
- 3° une déclaration au sujet de toutes autres aides de minimis éventuelles notifiées au cours des deux exercices fiscaux précédents et de l'exercice fiscal en cours.

Art. 11. Le paiement de l'aide est exécuté annuellement pour l'ensemble des agriculteurs après contrôle des conditions d'octroi par le Service.

Lorsque l'agriculteur ne respecte pas la condition mentionnée à l'article 4, 6°, au cours d'une année d'application de l'aide, le pourcentage de réduction appliqué aux paiements directs de cet agriculteur par l'organisme payeur pour cette même année, est également appliqué au montant obtenu en application du programme d'aide visé à l'article 2.

Tout agriculteur qui fait l'objet d'une sanction émanant de l'organisme certificateur agréé et qui conduit à une suspension ou à une exclusion du cahier des charges est exclu du programme d'aide visé à l'article 2 pour toute l'année civile durant laquelle la sanction a porté ses effets.

Art. 12. Le Service vérifie que le montant de l'aide octroyée dans le cadre du programme d'aide visé à l'article 2 ne porte pas le montant total des aides de minimis octroyées à l'entreprise concernée au-delà des plafonds applicables et des plafonds nationaux et sectoriels, et que toutes les conditions réglementaires sont respectées.

Le Ministre ou son délégué notifie à l'agriculteur ou à l'organisme responsable des mesures de contrôle une décision reprenant le montant de l'aide versée et faisant référence au règlement européen concerné.

Conformément à l'article D.17 du Code, l'agriculteur ou l'organisme responsable des mesures de contrôle dispose de dix jours ouvrables pour introduire, par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi au sens de l'article D.15 du Code, un recours auprès du directeur du Service à l'encontre d'une décision lui faisant grief. Le requérant peut, s'il en fait la demande dans le recours, être entendu par le directeur du Service.

Aucun intérêt de retard n'est réclamé relativement à l'exécution des paiements effectués dans le cadre du présent arrêté.

CHAPITRE IV. — Contrôles et infractions

Art. 13. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément au titre 13 du Code.

Art. 14. Afin d'assurer le contrôle annuel des déclarations de créance introduites, les organismes certificateurs agréés transmettent au Service, à l'issue d'une année donnée, la liste des agriculteurs qui ont participé à un cahier des charges visé à l'article 3.

La liste visée à l'alinéa 1^{er} reprend, pour chaque agriculteur, l'ensemble des frais visés à l'article 6 et facturés pour l'année concernée, soit directement à l'agriculteur, soit à l'organisme responsable des mesures de contrôle du cahier des charges. Dans ce dernier cas, l'organisme certificateur agréé fournit une copie des factures adressées à l'organisme responsable des mesures de contrôle ainsi que les preuves de paiements correspondantes, en assurant la transparence du calcul des frais imputés à chacun des agriculteurs concernés.

Art. 15. § 1^{er}. Le Service est le responsable du traitement, de la gestion et de la conservation des données à caractère personnel nécessaires à la poursuite des missions qui lui sont confiées par le présent arrêté.

§ 2. A des fins de contrôle des demandes d'aide, le Service :

- 1° utilise le SIGeC pour vérifier les données d'identification des agriculteurs qui demandent l'aide et pour vérifier le siège de leur exploitation ;
- 2° requiert les données de leur participation à des systèmes de qualité auprès des organismes certificateurs agréés pour le contrôle ;
- 3° obtient leurs données relatives aux aides pour l'agriculture biologique et leurs données relatives à la conditionnalité auprès de l'Administration au sens de l'article D.3, 3°, du Code de l'Agriculture.

§ 3. La durée maximale de conservation des données à caractère personnel qui font l'objet du traitement visé au présent article est de cinq ans à compter du jour du refus ou de la liquidation de l'aide.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 16. L'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2015 instaurant un programme d'aide encourageant la participation des agriculteurs aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles, est abrogé.

Art. 17. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 2021 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2025.

Art. 18. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 décembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2022/20010]

23. DEZEMBER 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung eines Beihilfeprogramms zugunsten der Beteiligung von Landwirten an Qualitätsregelungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1408/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen im Agrarsektor;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 717/2014 der Kommission vom 27. Juni 2014 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen im Fischerei- und Aquakultursektor;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.11, D.13, D.14, D.17, § 1 Absatz 2, §§ 2 und 3 Absatz 2, D.24, § 2, D.37, § 1 Ziffer 1 und Ziffer 8, D.134, D.164, D.173 Absatz 2 und D.183 § 2 Ziffer 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. September 2015 zur Einführung eines Beihilfeprogramms zur Förderung der Beteiligung der Landwirte an den Qualitätsregelungen für Agrarerzeugnisse;

Aufgrund des am 27. April 2021 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 14. Juli 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 4. Oktober 2021 abgegebenen Stellungnahme der Datenschutzbehörde Nr. 175/2021;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 16. September 2021;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 11. Juni 2021;

Aufgrund des am 8. Dezember 2021 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 70.481/4,

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Begriffsbestimmungen und Anwendungsbereich

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° De-minimis-Beihilfen: Beihilfen, die die Bedingungen der Verordnung (EU) Nr. 1408/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen im Agrarsektor oder der Verordnung (EU) Nr. 717/2014 der Kommission vom 27. Juni 2014 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen im Fischerei- und Aquakultursektor erfüllen;

2° Gesetzbuch: das wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

3° die für Kontrollmaßnahmen zuständige Stelle: der Träger oder die Organisation zur Verwaltung, zum Schutz oder zur Verteidigung eines Lastenhefts;

4° Dienststelle: die Direktion der Qualität und des Tierschutzes der Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz der Verwaltung.

Art. 2. Das Beihilfeprogramm gilt für Qualitätsregelungen, die die in Artikel 3 festgelegten Bedingungen erfüllen, und umfasst:

1° eine De-minimis-Beihilfe, die Landwirten gewährt wird, die ein Lastenheft für die Teilnahme an einer Qualitätsregelung beachten;

2° eine De-minimis-Beihilfe zur Deckung der Kosten von Kontrollmaßnahmen, die durch die Anwendung eines Lastenhefts für die Teilnahme an einer Qualitätsregelung verbindlich vorgeschrieben sind.

Die Beihilfe gemäß Absatz 1 Ziffer 1 wird den Landwirten in Form eines jährlichen finanziellen Anreizes gewährt, dessen Höhe nach Maßgabe der Fixkosten festgesetzt wird, die sich aus der Teilnahme an Qualitätsregelungen ergeben. Fixkosten sind die Kosten des Beitritts zu und die jährlichen Beiträge für die Teilnahme an einer derartigen Qualitätsregelung, gegebenenfalls einschließlich der Kosten für die Kontrolle der Einhaltung des Lastenhefts der Qualitätsregelung.

Die Beihilfe gemäß Absatz 1 Ziffer 2 wird der für die Kontrollmaßnahmen zuständigen Stelle auf der Grundlage der Teilnahme der Landwirte an dem von ihr verwalteten Lastenheft gezahlt.

Das Beihilfeprogramm ist pro Kalenderjahr anwendbar. Der Minister bestimmt jährlich die Lastenhefte, die im Rahmen des Beihilfeprogramms angewandt werden. Für jedes Lastenheft legt er die Form der Beihilfe im Hinblick auf Absatz 1 fest.

Art. 3. Das in Artikel 2 genannte Beihilfeprogramm ist zugänglich für die anerkannten Lastenhefte für die Teilnahme an den folgenden Qualitätsregelungen:

1° die in Titel 7 Kapitel I des Gesetzbuches angeführten europäischen Qualitätssysteme;

2° das in Titel 7 Kapitel II des Gesetzbuches angeführte regionale System der differenzierten Qualität;

3° die Qualitätsregelungen, einschließlich Zertifizierungssysteme, für landwirtschaftliche Erzeugnisse, die die Kriterien der Verordnung (EU) Nr. 702/2014 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, Artikel 20 Absatz 2 Buchstabe *b*) genügen;

4° die in Anhang 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. April 2004 über die Zulassung der integrierten Produktionsmethode für Kernobst, der Prüfeinrichtungen sowie der diese Methode anwendenden Erzeuger beschriebene integrierte Produktionsmethode für Kernobst.

Art. 4. Ein Landwirt kann das Beihilfeprogramm gemäß Artikel 2 in Anspruch nehmen, wenn er folgende Bedingungen erfüllt:

- 1° gemäß Artikel D.22 des Gesetzbuches in dem InVeKoS-System identifiziert sein;
- 2° einen Gesellschaftssitz auf dem Gebiet der wallonischen Region besitzen;
- 3° ein anerkanntes Lastenheft für die Teilnahme an einer Qualitätsregelung beachten;
- 4° sich für die Teilnahme an einer Qualitätsregelung den Kontrollen einer für die Kontrolle eines Lastenhefts zugelassenen zertifizierenden Stelle sowie den Kontrollen der Dienststelle unterwerfen;
- 5° keine Beihilfe für die biologische Landwirtschaft erhalten haben gemäß Artikel 29 der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates;
- 6° die gemäß Artikel 93 der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates festgelegten Bestimmungen der Cross-Compliance beachten.

KAPITEL II — *Natur, Dauer und Betrag der Beihilfe*

Art. 5. Nur Produktionseinheiten in der Wallonie haben Anspruch auf das Beihilfeprogramm gemäß Artikel 2.

Art. 6. § 1. Die in Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 1 genannte Beihilfe bezieht sich auf:

- 1° die Einschreibengebühren für ein Lastenheft;
- 2° die Kosten für das erste Audit durch eine zugelassene zertifizierende Stelle;
- 3° die Kosten für die Zertifizierung durch eine zugelassene zertifizierende Stelle, einschließlich der Kosten für Inspektion, Kontrolle und Analyse;
- 4° den jährlichen Beitrag für die Teilnahme an dem Lastenheft.

§ 2. Die in Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 2 genannte Beihilfe bezieht sich auf:

- 1° die Kosten für das erste Audit durch eine zugelassene zertifizierende Stelle;
- 2° die Kosten für die Zertifizierung durch eine zugelassene zertifizierende Stelle, einschließlich der Kosten für Inspektion, Kontrolle und Analyse;

§ 3. Die einem Landwirt anrechenbaren Zertifizierungskosten sind die Kosten:

- 1° die diesem Landwirt direkt in Rechnung gestellt worden sind, ungeachtet dessen, ob er einer Sparte angehört oder nicht;
- 2° die von dem Verkaufswert seiner Bruttoproduktion abgezogen worden sind, wenn der Landwirt innerhalb einer Sparte ein Abkommen mit der für die Kontrollmaßnahmen zuständigen Stelle abgeschlossen hat, die ihm seine Bruttoproduktion ankauft und die die auf ihn anrechenbaren Zertifizierungskosten in seinem Namen einzahlt.

Art. 7. § 1. Für jedes der in Artikel 3 angeführten Lastenhefte legt der Minister jährlich einen Referenzbetrag fest, der dem jährlichen Höchstbetrag der Beihilfe entspricht, die jedem in diesem Lastenheft verpflichteten Begünstigten im Rahmen des in Artikel 2 genannten Beihilfeprogramms gewährt wird.

Der jährliche Referenzbetrag kann in Form der beiden in Artikel 2 genannten Beihilfen gewährt werden, wobei alle Maßnahmen zu ergreifen sind, um eine doppelte Zahlung der in Artikel 6 § 2 genannten Kosten zu vermeiden.

Der jährliche Referenzbetrag wird auf der Grundlage der in Artikel 6 angeführten Kosten bestimmt. Während der ersten fünf Jahre der Unterstützung eines neuen Lastenhefts können unbeschadet von Artikel 8 bei der Festlegung dieses Betrags außerdem die Kosten für die Akkreditierung der zugelassenen zertifizierenden Stelle berücksichtigt werden.

§ 2. Die Höhe der Beihilfe wird nicht nach dem Preis oder der Menge der in Verkehr gebrachten Erzeugnisse bestimmt. Die Beihilfe bezieht sich nicht auf exportbezogene Tätigkeiten. Die Gewährung der Beihilfe wird nicht davon abhängig gemacht, dass einheimische Erzeugnisse gegenüber eingeführten Erzeugnissen bevorzugt werden.

§ 3. Um die Form der Hilfe und den jährlichen Referenzbetrag für ein bestimmtes Jahr zu bestimmen, teilen die für Kontrollmaßnahmen zuständigen Stelle und die für das betreffende Lastenheft zugelassenen zertifizierenden Stellen der Dienststelle vorab den Tarif ohne Mehrwertsteuer der in Artikel 6 genannten und in diesem Jahr angewandten Kosten mit.

Der jährliche Referenzbetrag eines bestimmten Jahres übersteigt nicht den auf der Grundlage der Verbraucherpreise indexierten Referenzbetrag, es sei denn diese Übersteigerung ist auf zusätzliche Zertifizierungskosten zurückzuführen, die durch außergewöhnliche Umstände oder eine Revision des Lastenhefts entstanden sind. Die Indexierung wird auf der Grundlage der Verbraucherpreisindexe des Monats Juli von zwei aufeinanderfolgenden Jahren berechnet.

Art. 8. Der Höchstbetrag der Beihilfen, die im Rahmen des in Artikel 2 genannten Beihilfeprogramms gewährt werden, beläuft sich auf 3.000 EUR pro Jahr und Landwirt für alle beihilfefähigen Lastenhefte, an denen er teilnimmt.

KAPITEL III — *Modalitäten für die Einreichung der Anträge und für die Auszahlung der Beihilfe*

Art. 9. Am äußersten Datum für das Einreichen des Sammelantrags des Kalenderjahres, im Laufe dessen er sich an dem Beihilfeprogramm beteiligt, reicht der Landwirt bei der Dienststelle einen Beihilfeantrag ein.

Der Beihilfeantrag wird anhand des Formulars des Sammelantrags eingereicht.

Der Landwirt, der keinen Zugang zum Formulars des Sammelantrags hat, reicht den Beihilfeantrag anhand des von der Dienststelle erstellten Formulars auf eine Art und Weise ein, die dem Antrag ein sicheres Datum im Sinne von Artikel D.15 des Gesetzbuches verleiht.

Das Antragsformular sieht vor, dass die Beihilfe an die für Kontrollmaßnahmen zuständige Stelle gezahlt werden kann.

Art. 10. Auf Verlangen der Dienststelle übermittelt der Landwirt oder die für Kontrollmaßnahmen zuständige Stelle:

1° eine Forderungsanmeldung, die sich auf die in Artikel 6 genannten Kosten bezieht, die im Laufe des genannten Produktionsjahres angefallen sind;

2° die erforderlichen Belege wie Rechnungen und die entsprechenden Zahlungsnachweise;

3° eine Erklärung über etwaige andere De-minimis-Beihilfen, die in den beiden vorangegangenen Steuerjahren und im laufenden Steuerjahr notifiziert wurden.

Art. 11. Die Zahlung der Beihilfe wird jährlich für alle Landwirte nach Überprüfung der Gewährungsbedingungen durch die Dienststelle durchgeführt.

Falls der Landwirt im Laufe des Jahres der Anwendung der Beihilfe die in Artikel 4 Ziffer 6 erwähnte Bedingung missachtet, wird der für dieses Jahr von der Zahlstelle auf die Direktzahlungen dieses Landwirts angewandte Prozentsatz der Kürzung ebenfalls auf den Betrag, der in Anwendung des in Artikel 2 erwähnten Beihilfeprogramms gewährt wird, angewandt.

Jeder Landwirt, der Gegenstand einer Strafe von der zugelassenen zertifizierenden Stelle ist, die zu einer Aussetzung oder eines Ausschlusses des Lastenheftes führt, wird für das gesamte Kalenderjahr, im Laufe dessen die Strafe wirksam wurde, von dem in Artikel 2 erwähnten Beihilfeprogramm ausgeschlossen.

Art. 12. Die Dienststelle prüft, ob der Betrag der im Rahmen des in Artikel 2 genannten Beihilfeprogramms gewährten Beihilfe den Gesamtbetrag der dem betreffenden Unternehmen gewährten De-minimis-Beihilfen nicht über die geltenden Obergrenzen sowie die nationalen und sektorspezifischen Obergrenzen hinaus erhöht und ob alle Verordnungsbedingungen erfüllt sind.

Der Minister oder sein Beauftragter teilt dem Landwirt oder der für die Kontrollmaßnahmen zuständigen Stelle einen Beschluss mit, in dem der Betrag der ausgezahlten Beihilfe unter Bezugnahme auf die betreffende europäische Verordnung aufgeführt ist.

Gemäß Artikel D.17 des Gesetzbuches verfügen der Landwirt oder die für Kontrollmaßnahmen zuständige Stelle über eine Frist von zehn Werktagen, um beim Direktor der Dienststelle gegen eine ihn bzw. sie beschwerende Entscheidung auf eine Weise Einspruch einzulegen, die es ermöglicht, der Sendung ein sicheres Datum im Sinne von Artikel D.15 des Gesetzbuches zu verleihen. Der Beschwerdeführer kann, wenn er dies in seinem Einspruch beantragt, vom Direktor der Dienststelle angehört werden.

Kein Verzugszins wird über die Durchführung der im Rahmen des vorliegenden Erlasses vorgenommenen Zahlungen eingefordert.

KAPITEL IV — Kontrolle und Verstöße

Art. 13. Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt, verfolgt und geahndet gemäß den Bestimmungen von Artikel 13 des Gesetzbuches.

Art. 14. Um die jährliche Kontrolle der eingereichten Forderungsanmeldungen zu gewährleisten, übermitteln die zugelassenen zertifizierenden Stellen der Dienststelle nach Ablauf eines bestimmten Jahres die Liste der Landwirte, die an einem zugelassenen Lastenheft nach Artikel 3 teilgenommen haben.

In der Liste gemäß Absatz 1 sind für jeden Landwirt alle in Artikel 6 genannten Kosten aufgeführt, die für das betreffende Jahr entweder direkt dem Landwirt oder der für die Kontrollmaßnahmen des Lastenheftes zuständigen Stelle in Rechnung gestellt wurden. In diesem letzten Fall übermittelt die zugelassene zertifizierende Stelle eine Abschrift der an die für Kontrollmaßnahmen zuständige Stelle gerichteten Rechnungen sowie die entsprechenden Zahlungsbelege, wobei die Transparenz der Berechnung der jedem der betroffenen Landwirte angerechneten Kosten gewährleistet wird.

Art. 15. § 1. Die Dienststelle ist für die Verarbeitung, Verwaltung und Aufbewahrung der personenbezogenen Daten verantwortlich, die für die Verfolgung der ihr durch diesen Erlass übertragenen Aufgaben erforderlich sind.

§ 2. Zum Zwecke der Kontrolle der Beihilfeanträge

1° nutzt die Dienststelle das InVeKoS-System zur Überprüfung der Identifikationsdaten der Betriebsinhaber, die die Beihilfe beantragen, und zur Überprüfung ihres Betriebssitzes;

2° fordert die Dienststelle Daten über deren Teilnahme an Qualitätsregelungen bei den für die Kontrolle zugelassenen zertifizierenden Stellen an;

3° erhält die Dienststelle ihre Daten bezüglich der Beihilfen für die biologische Landwirtschaft und deren Daten bezüglich der Cross-Compliance von der Verwaltung im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 3 des Gesetzbuches über die Landwirtschaft.

§ 3. Die Höchstdauer für die Speicherung der personenbezogenen Daten, die Gegenstand der in diesem Artikel genannten Verarbeitung sind, beträgt fünf Jahre ab dem Tag der Ablehnung oder der Auszahlung der Beihilfe.

KAPITEL V — Schlussbestimmungen

Art. 16. Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. September 2015 zur Einführung eines Beihilfeprogramms zur Förderung der Beteiligung der Landwirte an den Qualitätsregelungen für Agrarerzeugnisse wird aufgehoben.

Art. 17. Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2021 wirksam tritt am 31. Dezember 2025 außer Kraft.

Art. 18. Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Dezember 2021.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren,

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/20010]

23 DECEMBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot invoering van een steunregeling voor de deelneming van landbouwers aan kwaliteitsregelingen

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1408/2013 van de Commissie van 18 december 2013 inzake de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de minimis-steun in de landbouwsector;

Gelet op Verordening (EU) nr. 717/2014 van de Commissie van 27 december 2014 inzake de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun in de visserij- en aquacultuursector;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, artikelen D.4, D.11, D.13, D.14, D.17, § 1, tweede lid 2, §§ 2 en 3, tweede lid, D.24, § 2, D.37, § 1, 1° en 8°, D.134, D.164, D.173, tweede lid, en D.183, § 2, 1°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2015 tot invoering van een steunregeling waarbij de landbouwers ertoe aangezet worden deel te nemen aan de kwaliteitsregelingen die van toepassing zijn op de landbouwproducten

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 april 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 juli 2021;

Gelet op het advies nr. 175/2021 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 4 oktober 2021;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale overheid van 16 september 2021;

Gelet op het rapport van 11 juni 2021 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 2014 april 2015 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 70.481/4 van de Raad van State, gegeven op 8 december 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 12°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 1973 januari ;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijvingen en toepassingsgebied

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder:

1° de-minimissteun : steun die voldoet aan de voorwaarden van Verordening (EU) nr. 1408/2013 van de Commissie van 18 december 2013 inzake de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de minimis-steun in de landbouwsector, of van Verordening (EU) nr. 717/2014 van de Commissie van 27 december 2014 inzake de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun in de visserij- en aquacultuursector;

2° het Wetboek : het Waalse Landbouwwetboek;

3° het orgaan dat verantwoordelijk is voor de controlemaatregelen: de promotor of het beheers-, beschermings- of beschermingsorgaan van een productdossier;

4° de Dienst : de Directie Kwaliteit en Dierenwelzijn van het Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn van de Administratie ;

Art. 2. De steunregeling is van toepassing op kwaliteitsregelingen die voldoen aan de in artikel 3 vastgestelde voorwaarden en omvat :

1° de-minimissteun die wordt toegekend aan landbouwers die voldoen aan een productdossier voor deelneming aan een kwaliteitsregeling;

2° de-minimissteun ter dekking van de kosten van de controlemaatregelen die verplicht worden gesteld door de toepassing van een productdossier voor deelneming aan een kwaliteitsregeling.

De in lid 1, 1°, bedoelde steun wordt aan de landbouwers toegekend in de vorm van een jaarlijkse financiële stimulans, waarvan het bedrag wordt vastgesteld op basis van de vaste kosten die voortvloeien uit de deelneming aan de kwaliteitsregelingen. Vaste kosten”: de kosten voor deelneming aan een kwaliteitsregeling en de jaarlijkse vergoeding voor deelneming aan een dergelijk kwaliteitsregeling, met inbegrip van, in voorkomend geval, de kosten van controles om na te gaan of aan de specificaties van de kwaliteitsregeling wordt voldaan.

De in het eerste lid, 2°, bedoelde steun wordt aan de voor de controlemaatregelen verantwoordelijke orgaan betaald op basis van de deelneming van landbouwers aan de door dit orgaan beheerde productdossiers.

De steunregeling wordt per kalenderjaar toegepast. De Minister bepaalt jaarlijks de erkende productdossieren die aan de steunregeling deelnemen. Voor elk productdossier wordt in het licht van lid 1 de vorm van de steun vastgesteld.

Art. 3. Het in artikel 2 bedoelde steunregeling staat open voor de volgende erkende productdossieren voor deelname aan kwaliteitsregelingen:

1° de Europese kwaliteitssystemen bedoeld in titel 7, hoofdstuk I, van het Wetboek;

2° het gewestelijk stelsel inzake gedifferentieerde kwaliteit bedoeld in titel 7, hoofdstuk II, van het Wetboek;

3° kwaliteitsregelingen, waaronder keuringsregelingen, voor landbouwproducten die voldoen aan de criteria van Verordening (EG) nr.702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard, artikel 20, paragraaf 2, b);

3°de geïntegreerde productiemethode voor pitfruit bepaald in bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2004 tot erkenning van de geïntegreerde productiemethode voor pitfruit, de controleorganen en de producenten die volgens deze methode telen.

Art. 4. Een landbouwer komt in aanmerking voor de in artikel 2 bedoelde steunregeling indien hij voldoet aan de volgende voorwaarden:

- 1° overeenkomstig artikel D.22 van het Wetboek in het GBCS wordt geïdentificeerd;
- 2° een bedrijfszetel op het grondgebied van het Waalse Gewest heeft;
- 3° een productdossier naleeft, erkend voor deelneming aan een kwaliteitsregeling;
- 4° zich aan de controles van een certificerende instelling die voor de controle van het productdossier voor de deelneming aan een kwaliteitsregeling erkend is, alsook aan de controles van de dienst onderwerpt;
- 5° niet in aanmerking komt voor een steun voor de biologische landbouw vastgesteld overeenkomstig artikel 29 van verordening (EU) nr.1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake steun voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;
- 6° de regels betreffende de randvoorwaarden naleeft, die vastgesteld zijn overeenkomstig artikel 93 van verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1290/2005 en (EG) nr. 485/2008 van de Raad.

HOOFDSTUK II. — *Aard, duur en bedrag van de steun*

Art. 5. Alleen in Wallonië gevestigde productie-eenheden komen in aanmerking voor het in artikel 2 bedoelde steunprogramma.

Art. 6. § 1. De in artikel 2, lid 1, bedoelde steun heeft betrekking op:

- 1° de inschrijvingskosten voor een productdossier;
- 2° de kosten van de initiële audit door een erkende certificerende instelling;
- 3° de certificeringskosten door een erkende certificerende instelling, met inbegrip van de kosten van inspectie, controle en analyse;
- 4° de verschuldigde jaarlijkse bijdrage om deel te nemen aan het productdossier.

§ 2. De in artikel 2, lid 1, bedoelde steun heeft betrekking op:

- 1° de kosten van de initiële audit door een erkende certificerende instelling;
- 2° de certificeringskosten door een erkende certificerende instelling, met inbegrip van de kosten van inspectie, controle en analyse;

§ 1. De certificeringskosten die ten laste komen van een landbouwer zijn de kosten :

- 1° die hem rechtstreeks worden gefactureerd, ongeacht of die landbouwer al dan niet deel uitmaakt van een georganiseerde keten;
- 2° die afgetrokken zijn van de verkoopwaarde van zijn bruto-productie indien de landbouwer in een keten een akkoord met het orgaan verantwoordelijk voor de controle maatregelen heeft gesloten dat zijn bruto-productie afkoopt en dat in diens naam de hem aanrekenbare certificeringskosten betaalt.

Art. 7. § 1. Voor elk erkend productdossier bedoeld in artikel 3 bepaalt de Minister jaarlijks een referentiebedrag dat gelijk is aan het jaarlijkse maximumbedrag van de steun toegekend aan de landbouwer die in bedoeld productdossier gestapt is in het kader van de steunregeling bedoeld in artikel 2.

Het jaarlijkse referentiebedrag kan worden toegekend in de vorm van de twee in artikel 2 bedoelde steunbedragen, waarbij alles in het werk wordt gesteld om dubbele betaling van de in artikel 6, lid 2, bedoelde kosten te voorkomen.

Het jaarlijkse referentiebedrag wordt vastgesteld op basis van de in artikel 6 bedoelde kosten. Gedurende de eerste vijf jaar van steun voor een nieuw productdossier kan bij de bepaling van dit bedrag ook rekening worden gehouden met de kosten van accreditatie van het erkende certificeringsorgaan, onverminderd artikel 8.

§ 2. Het steunbedrag wordt niet bepaald op basis van de prijs of de hoeveelheid van de op de markt gebrachte producten. De steun heeft geen betrekking op exportgerelateerde activiteiten. De steun is niet afhankelijk van het gebruik van binnenlandse producten in plaats van ingevoerde producten.

§ 3. Om de vorm van de steun en het jaarlijkse referentiebedrag voor een bepaald jaar vast te stellen, delen het met de controlemaatregelen belaste orgaan en de erkende certificeringsorganen voor de betrokken productdossiers de Dienst vooraf het in artikel 6 bedoelde en in de loop van dat jaar toegepaste percentage van de kosten, exclusief btw, mee.

Het jaarlijks referentiebedrag voor een gegeven jaar is niet hoger dan het referentiebedrag van het voorafgaande jaar dat op grond van het indexcijfer der consumptieprijzen geïndexeerd is, tenzij de overschrijding te wijten is aan aanvullende certificeringskosten opgelegd bij uitzonderlijke omstandigheden of bij een herziening van het productdossier. De indexering wordt op grond van de indexcijfers van de consumptieprijzen van de maanden juli van twee opeenvolgende jaren berekend.

Art. 8. Het maximumbedrag van de steun die wordt verleend in het kader van de in artikel 2 bedoelde steunregeling, wordt vastgesteld op 3 000 EUR per jaar en per landbouwer voor alle in aanmerking komende productdossieren waaraan hij deelneemt.

HOOFDSTUK III. — *Nadere regels voor de indiening van de aanvragen en de uitbetaling van de steun*

Art. 9. Op de uiterste indieningsdatum van de verzamelaanvraag van het kalenderjaar waarin hij aan de steunregeling deelneemt, dient de landbouwer een steunaanvraag bij de dienst in.

De steunaanvraag wordt via het formulier voor de verzamelaanvraag ingediend.

Een landbouwer die geen toegang heeft tot het verzamelaanvraagformulier, moet de steunaanvraag indienen met gebruikmaking van het door de Dienst opgestelde formulier, op om het even welke wijze die de aanvraag een zekere datum in de zin van artikel D.15 van het wetboek kan geven.

In het aanvraagformulier staat dat de steun kan worden betaald aan het orgaan dat verantwoordelijk is voor de controlemaatregelen.

Art. 10. Op verzoek van de Dienst zendt de landbouwer of het voor de controlemaatregelen verantwoordelijke orgaan :

1° een schuldvorderingsverklaring betreffende de in artikel 6 bedoelde kosten die in het betrokken productiejaar zijn gemaakt ;

2° de vereiste bewijsstukken, zoals facturen en de bijhorende betalingsbewijzen;

3° een verklaring betreffende alle andere de-minimissteun die gedurende de twee voorgaande aanslagjaren en het lopende aanslagjaar is aangemeld.

Art. 11. De betaling van de steun wordt jaarlijks verricht voor alle landbouwers na verificatie van de toekenningsvoorwaarden door de Dienst.

Wanneer de landbouwer, tijdens een jaar waarin de steun geldig is, de in artikel 4, 6°, bedoelde voorwaarde niet naleeft, wordt het verlagingpercentage die toegepast is op de rechtstreekse betalingen van die landbouwer door het betaalorgaan voor dit jaar ook toegepast op het overeenkomstig de in artikel 2 bedoelde steunregeling berekende bedrag.

Elke landbouwer die bestraft wordt door de erkende certificerende instelling met als gevolg een schorsing of een uitsluiting uit het productdossier wordt van de steunregeling bedoeld in artikel 2 uitgesloten voor het gehele kalenderjaar waarin de sanctie uitwerking heeft gehad.

Art. 12. De dienst gaat na of het bedrag van de op grond van de in artikel 2 bedoelde steunregeling verleende steun het totale bedrag van de aan de betrokken onderneming verleende de-minimissteun niet zodanig doet toenemen dat de toepasselijke plafonds en de nationale en sectorale plafonds worden overschreden, en of alle wettelijke voorwaarden worden nageleefd.

De Minister of zijn afgevaardigde stelt de landbouwer of de met de controlemaatregelen belaste instantie in kennis van een beslissing waarin het bedrag van de betaalde steun wordt vermeld en wordt verwezen naar de desbetreffende EU-Verordening.

Overeenkomstig artikel D.17 van het Wetboek beschikt de landbouwer of het voor de controlemaatregelen verantwoordelijke orgaan over een termijn van tien werkdagen om bij de directeur van de Dienst beroep in te stellen tegen een voor hem ongunstige beslissing, op welke wijze dan ook, die de verzending in de zin van artikel D.15 van het Wetboek een zekere datum geeft. De verzoeker kan, indien hij daarom in het beroep verzoekt, door de directeur van de dienst worden gehoord.

Er wordt geen enkele nalatigheidsintrest geëist betreffende de betalingen verricht in het kader van dit besluit.

HOOFDSTUK IV. — *Controles en overtredingen*

Art. 13. De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig titel 13 van het Wetboek.

Art. 14. Om de jaarlijkse controle van de door de landbouwers ingediende schuldvorderingsverklaringen te waarborgen, maken de erkende certificerende instellingen na afloop van een gegeven jaar de lijst van de landbouwers die aan een in artikel 3 bedoeld erkend productdossier deelgenomen hebben, aan de dienst over.

De in de eerste alinea bedoelde lijst bevat voor elke landbouwer alle in artikel 6 bedoelde kosten die voor het betrokken jaar zijn gefactureerd, hetzij rechtstreeks aan de landbouwer, hetzij aan het orgaan dat verantwoordelijk is voor de in het productdossier vermelde controlemaatregelen. In dat laatste geval verstrekt de erkende certificerende instelling een afschrift van de facturen gericht aan het orgaan verantwoordelijk voor de controlemaatregelen en de desbetreffende betalingsbewijzen met waarborg van de transparantie van de berekening van de kosten aangerekend aan elke betrokken landbouwer.

Art. 15. § 1. De Dienst is verantwoordelijk voor de verwerking, het beheer en de opslag van persoonsgegevens die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de opdrachten die hem bij dit besluit zijn toevertrouwd.

§ 2. Met het oog op de controle van de steunaanvragen :

1° gebruikt de Dienst het GBCS om de identificatiegegevens van de landbouwers die steun aanvragen te controleren en om de ligging van hun bedrijven te verifiëren;

2° vraagt de Dienst de gegevens over hun deelname aan kwaliteitsregelingen van de certificeringsorganen die voor de controle zijn goedgekeurd;

3° verkrijgt de Dienst hun gegevens met betrekking tot de subsidies voor biologische landbouw en hun gegevens met betrekking tot de randvoorwaarden bij de Administratie in de zin van artikel D.3, 3°, van het Landbouwwetboek.

§ 3 De maximale bewaartermijn voor persoonsgegevens die op grond van dit artikel worden verwerkt, bedraagt vijf jaar, te rekenen vanaf de dag waarop de steun is geweigerd of geregeld.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 16. Het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2015 tot invoering van een steunregeling waarbij de landbouwers ertoe aangezet worden deel te nemen aan de kwaliteitsregelingen die van toepassing zijn op de landbouwproducten, wordt opgeheven.

Art. 17. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2021 en houdt van kracht te zijn op 31 december 2025.

Art. 18. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 december 2021.

Voor de Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS